

Service de la Santé de la Protection Animale et de  
l'Environnement  
Rue Ferdinand Buisson  
BP 40019 - 62022 Arras  
62022 Arras

Arras, le 23/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**LEMIRRE ( SARL ETS)**

1409 RUE DE L'EPINETTE  
62136 Lestrem

Références : DDPP62 2024 00374  
Code AIOT : 0056201024

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2023 dans l'établissement LEMIRRE ( SARL ETS) implanté 1409 RUE DE L'EPINETTE 62136 Lestrem. L'inspection a été annoncée le 11/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôles.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LEMIRRE ( SARL ETS)
- 1409 RUE DE L'EPINETTE 62136 Lestrem
- Code AIOT : 0056201024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est connue par un arrêté d'autorisation délivré le 18/12/1984 pour un atelier de 45000 poules pondeuses. Elle a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire le 28 mars 2008.

Actuellement, seul un bâtiment est exploité.

Pour des raisons sanitaires, l'exploitant n'a pas souhaité que nous contrôlions l'intérieur du poulailler.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité aux dossiers déposés	AP Complémentaire du 28/03/2008, article 3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Lettre de suite préfectorale	0 jour
4	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Lettre de suite préfectorale	0 jour
6	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Lettre de suite préfectorale	0 jour
9	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Site de traitement spécialisé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Intégration paysagère	AP Complémentaire du 28/03/2008, article 12	Sans objet
7	Dossier de réexamen	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I	Sans objet
8	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dossier administratif doit être remis à jour et un point d'attention doit être porté sur l'évacuation des effluents.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité aux dossiers déposés

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/03/2008, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant . En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
<b>Constats :</b> Des modifications ont été apportées à l'installation : Le poulailler V2 n'est plus exploité et une partie est reprise comme stockage de matériel, Les fientes ne sont plus épandues et sont transférées vers une unité de compostage, les fientes sont stockées dans l'attente de leur transfert dans une remorque se trouvant à l'extérieur...
<b>Observations :</b> Toutes les modifications apportées à l'installation doivent être déclarées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Intégration paysagère

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/03/2008, article 12
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).
<b>Constats :</b> Le site est correctement intégré dans le paysage et les abords sont bien entretenus.
<b>Observations :</b> Suite au démontage d'une partie du bâtiment V2, des matériaux sont entreposés à l'arrière du site. L'exploitant veillera soit à évacuer soit à regrouper l'ensemble des matériaux sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.  Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.  Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.  Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
<b>Constats :</b> Un tas de fientes à même le sol, à l'extérieur des bâtiments, au niveau de l'évacuateur a été constaté ainsi qu'un écoulement d'eaux souillées vers le réseau des eaux pluviales.
<b>Observations :</b> Tous les effluents doivent être stockés de manière à supprimer tout risque de pollution dans le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour

### N° 4 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.  En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.  Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
<b>Constats :</b> Le relevé de consommation est selon la déclaration des exploitants réalisé, mais n'a pu être fourni.

<b>Observations :</b> Le relevé de consommation d'eaux doit être transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Rejets directs d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.
<b>Constats :</b> Un tas de fientes à même le sol, à l'extérieur des bâtiments, au niveau de l'évacuateur a été constaté ainsi qu'un écoulement d'eaux souillées vers le réseau des eaux pluviales.
<b>Observations :</b> Tous les rejets d'eaux souillées dans le milieu naturel doivent être supprimés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour

#### N° 6 : Déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Un congélateur est présent sur le site. Lors de l'inspection, il a été constaté qu'il n'était pas facilement accessible (abords encombrés et outils déposés dessus) et qu'il n'était pas branché. Après avoir été rebranché suite à notre demande, le congélateur s'est mis en service (voyants de fonctionnement) mais il n'a pas été possible de s'assurer de la production de froid.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit disposer d'un appareil à température négative en fonctionnement, afin de stocker les cadavres de volailles dans l'attente de leur reprise par l'équarrisseur.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour

#### N° 7 : Dossier de réexamen

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ;</li> <li>- le 21 février 2019 pour les autres installations.</li> </ul> <p>A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice ( <a href="http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/">http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/</a>) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement.</p> <p>L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le dossier de réexamen a été transmis et validé le 23 février 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Mise en œuvre des MTD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p><b>Constats :</b>  Des modifications ont été apportées au mode de traitement des fientes qui sont traitées par compostage sur un site extérieur au lieu d'être épandues.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »  Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
<b>Constats :</b> La déclaration des émissions atmosphérique n'a jamais été réalisée. Cette déclaration doit être réalisée tous les ans pour le 31 mars.
<b>Observations :</b> Un courrier vous a été transmis début janvier pour expliquer la procédure de saisie en ligne de cette déclaration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 10 : Site de traitement spécialisé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.
<b>Constats :</b> Selon les déclarations des exploitants, Les fientes sont traitées dans une unité de compostage. (Renaux récoltes à Authuille).
<b>Observations :</b> Les éléments permettant de justifier que la station de compostage est connue au titre des ICPE, seront transmis à l'inspection ainsi que les quantités livrées et les dates de livraison pour l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois